*La plume et le sabre. Hommages offerts à Jean-Paul
Bertaud*, textes réunis par Michel BIARD, Annie
CRÉPIN, Bernard GAINOT

Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 552 p.

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/4952>
DOI : 10.4000/ahrf.4952
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003
Pagination : 209-212
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « *La plume et le sabre. Hommages offerts à Jean-Paul Bertaud*, textes réunis par Michel BIARD, Annie CRÉPIN, Bernard GAINOT », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 331 | janvier-mars 2003, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/4952> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.4952>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

La plume et le sabre. Hommages offerts à Jean-Paul Bertaud, textes réunis par Michel BIARD, Annie CRÉPIN, Bernard GAINOT

Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 552 p.

Guy Lemarchand

- 1 Publiés à l'occasion de son départ à la retraite mais non pas à l'inactivité comme en témoigne la parution récente sous sa plume de *La presse et le pouvoir de Louis XIII à Napoléon* (2000) et du *duc d'Enghien* (2001), ces *Mélanges* en l'honneur de J.-P. Bertaud montrent le rayonnement des travaux du professeur à la Sorbonne qui fut déjà dans les années 1970 un des piliers du séminaire d'histoire de la Révolution, lequel marqua son époque comme le rappelle C. Mazauric dans une note initiale. J.-P. Bertaud est aussi un grand dévoreur d'archives qui ne refusa pour autant jamais d'assumer les indispensables tâches d'enseignement et de direction d'étudiants ainsi que d'administration, comme le relèvent deux de ses premiers diplômés d'études supérieures de 1970, A. Destouches et F. Leca. Mais en même temps ce volume, selon M. Vovelle, montre que depuis le Bicentenaire, la recherche sur la période révolutionnaire n'est pas close, des chantiers nouveaux ont été ouverts, particulièrement sur le Consulat et l'Empire sur lesquels J.-P. Bertaud a beaucoup travaillé, et en France et à l'étranger le débat sur la signification et la portée de 1789-1815 n'est pas terminé, en dépit de ce que F. Furet croyait pouvoir annoncer.
- 2 La bibliographie de ses multiples publications dressée, les maîtres d'oeuvre de l'ouvrage, en fonction des centres d'intérêt principaux de J.-P. Bertaud, ont défini trois thèmes qui regroupent les articles de ses amis et élèves. Le premier concerne la presse. Avant la Révolution les ecclésiastiques y tiennent une place importante : 28,5 % des 782 journalistes du XVIII^e siècle recensés ont peu ou prou appartenu à l'Église (J. Sgard). Depuis R. Estival on sait que la production des livres au contraire de celle des périodiques baisse nettement de 1789 à 1794 pour ne se relever qu'en 1798-1800 de

même que, cette fois, celle des journaux ; cette différence première peut s'expliquer entre autres par le besoin de nouvelles fraîches dans la précipitation des événements, l'aiguïsement des luttes de partis et l'ouverture du journal au divertissement alors que le livre a du mal à réagir vite aux circonstances (O. Élyada). Dès l'année 1789 la presse se politise : les informations politiques nationales apparaissent dans les titres anciens jusque là a-politiques et des journaux nouvellement créés affichent dès l'été des opinions résolument proclamées, même contre-révolutionnaires pour quelques-uns (P. Rétat). Évidemment la polémique tient une place importante, et s'il est vrai que chaque camp parmi les journaux a son propre vocabulaire, la tendance est à imputer à l'adversaire un langage particulier, ce qui durcit le combat (J. Guilhaumou). Certains hommes politiques se sont fait un nom d'abord par leurs articles, tel le futur girondin Garât, collaborateur à partir de 1781 au *Journal de Paris*, rédacteur politique dans le même périodique et ardent patriote à partir de mai 1789, jusqu'à ce que les propriétaires modérés de la publication le licencient en septembre 1791 (W. Murray). Le succès des journaux ne dépend pas que du talent de leurs rédacteurs. La comparaison entre les titres ayant vécu au moins trois mois dans deux grandes villes, Rouen et Bordeaux, montre que si la proximité de Paris permet d'avoir rapidement des informations tout en obligeant à développer le local dans le journal de la ville, l'éloignement de la capitale fragilise la presse du lieu et avantage les publications parisiennes (É. Wauters). Pour la presse de Paris, d'après l'exemple de la *Gazette de France* et du *Courrier des départements*, jouent également l'étendue et le fonctionnement du réseau des dépositaires provinciaux ; en outre les mouvements des paiements entre lecteurs abonnés au mois, dépositaires et siège central sont souvent irréguliers (G. Feyel). Le cas du *Courrier de Strasbourg* en 1791-1793 indique que certaines feuilles peuvent trouver un débouché précieux dans la *Société des Amis de la Constitution* locale (H. Gough). Il n'empêche que dans certaines régions comme la Nièvre, les journaux du cru ont du mal à vivre et les imprimeurs travaillent surtout grâce aux commandes publiques (A. Bailly). Le théâtre peut constituer un thème important du contenu des journaux : la *Chronique de Paris* à partir de sa fondation en août 1789 rend compte régulièrement de la vie des salles parisiennes, annonçant les programmes, critiquant les pièces et les acteurs et rendant compte des manifestations du public (M. Biard). Sous le Consulat *l'Almanach des muses* et la *Nouvelle lorgnette des spectacles* sont modérés et conformistes, le second surtout nettement élitiste (Ph. Bourdin). Après la Révolution, en province, c'est dans les débuts de la Monarchie de Juillet que reparaissent des journaux de gauche libérale, tel le *Précurseur de Lyon* (1826-1834) qui, prêchant la conciliation lors des soulèvements des canuts, ne survivra pas aux attaques de son concurrent gouvernemental, le *Courrier de Lyon* et à la répression judiciaire (J. Popkin). En Espagne où la presse a connu une expansion limitée en 1750-1770, l'hostilité du gouvernement à la Révolution à partir de 1791 conduit au développement de la censure et même en Catalogne des journaux comme la *Gazeta de Gerona* (1787-1800) ou le *Correo de Gerona* (1795) sont fort éloignés de l'actualité politique (L. Roura). Il faut attendre le Parlement de Cadix pour que naisse en 1811 une presse politique, avec même une tendance radicale (J. Castells).

- 3 Le second thème du livre porte sur l'armée et la guerre. À la suite des réformes lancées après la guerre de Sept Ans, l'armée en 1789 est minée par ses tensions internes aggravées par la politique menée depuis 1763 : opposition chez les officiers entre nobles présentés, petits nobles et gradés sortis du rang, méfiance entre soldats et officiers, rigueur de la discipline (S. Scott). Quant à la marine, elle a vu les soulèvements en son

sein se multiplier avec la Révolution, même en 1793, ce qui conduit à une épuration systématique des officiers aristocrates et royalistes remplacés par des roturiers manquant souvent d'expérience, ce qui explique les défaites accumulées (G. Bodinier). La déclaration de guerre en 1792 ne s'est pas heurtée à la seule opposition de Robespierre, Billaud-Varenne notamment s'est prononcé dans le même sens, par défiance vis-à-vis de Louis XVI et de Narbonne (F. Brunei). Dans le pays, l'exemple du Puy-de-Dôme montre que les levées militaires, celle des 300 000 hommes, puis la levée en masse et la loi de conscription de 1798, ont bien provoqué, comme la rumeur le répétait, des poussées notables de mariages (Br. Ciotti). Cependant à chaque appel, le pouvoir organise une propagande qui, du Directoire à l'Empire, tantôt exalte les vertus républicaines, tantôt invoque l'attachement à Bonaparte, tantôt encore agite la crainte de l'invasion (K. Seigan). L'enrôlement peut être une voie de promotion : sur 393 pensionnés de guerre du Vaucluse pendant l'Empire, une forte proportion (42 %) a accédé à des grades, mais 16 % sont rentrés mutilés et assez nombreux sont les vétérans rendus incapables de reprendre un travail physique à cause des fatigues encourues pendant la vie militaire (N. Petiteau). Dans la marine la carrière du capitaine de vaisseau Infernet montre la continuité de l'engagement d'officiers compétents qui demeurent en service en dépit des changements politiques de 1792 à 1814 (P. Lévêque). La répression de la Vendée a connu les colonnes infernales de Turreau, toutefois contrairement aux dires de quelques historiens récents soucieux de prouver le caractère délibérément génocidaire de la Révolution, il n'y a pas eu de la part du général et de la Convention de plan réfléchi de « dépopulation », mais beaucoup de tâtonnements et une grande liberté laissée à chaque corps, ce qui a ouvert la porte aux exactions (J.-C. Martin). La guerre contre l'Europe a poussé le pouvoir révolutionnaire à la course aux armes nouvelles : le Comité de salut public forme à Meudon deux établissements, travaillant dans le secret pour l'artillerie et l'aérostation, en fait cette pratique ne peut empêcher la multiplication des publications sur les armements (P. Bret). Quant à la doctrine militaire, elle s'est transformée au début du XIX^e siècle par la remise en question par Clausewitz et les Romantiques du rationalisme du XVIII^e siècle qui visait principalement l'art des fortifications et la formation de soldats-citoyens plutôt que le recours aux professionnels (J. Lynn). La Révolution, c'est également la constitution de la garde nationale : le cas du Pas-de-Calais montre que celle-ci a commencé dans certaines campagnes plus tôt qu'on ne le pensait : dès l'été 1790 dans 183 localités du département sur 705, ce qui, en pleine paix, signifie un degré notable de mobilisation patriotique (J.-P. Jessenne). Après 1815, en ce qui concerne l'organisation de l'armée, certains acquis de la Révolution subsistent : la loi Gouvion-Saint-Cyr de 1818 rétablit, à côté du volontariat, la conscription supprimée par la Charte, et l'égalité devant l'avancement, malgré l'opposition des ultras (A. Crépin). Surtout, l'image du soldat de l'an II, généreux et patriote, s'est conservée au XIX^e siècle et se retrouve en partie dans la figure du franc-tireur de 1870, ou même sous la Troisième République et la guerre de 1914 (A. Forrest). À la veille du premier conflit mondial pourtant, les actes d'indiscipline dans l'armée se multiplient et la présence de délinquants dans ses rangs et de quelques anti-militaristes conduit à la loi de 1910 qui est à l'origine des « Bat'd'AF » où on expédie pendant leur service militaire certains sujets ayant encouru des peines de prison de plus de trois mois (O. Roynette). Pendant la Première Guerre mondiale le recrutement devient moins productif en 1918 et des inégalités apparaissent dans l'appel entre les régions, fondées sur le sentiment national plus vif dans les régions menacées d'invasion telle la Champagne qui recrute beaucoup,

ou au contraire les pays de santé médiocre des hommes comme la Bretagne qui donne peu (Ph. Boulanger). Après la Seconde Guerre mondiale, De Lattre de Tassigny tente d'humaniser la formation des recrues et de 1946 à 1948 sont créés des camps légers d'entraînement avec bibliothèques et piscines, mais le manque de crédits arrête l'expérience (X. Boniface).

- 4 Enfin la dernière partie envisage l'Europe à la fin de la Révolution et sous Napoléon. Les pouvoirs successifs de la période ont-ils été véritablement hostiles à la compétition électorale et au pluralisme politique comme le soutient P. Gueniffey ? En fait dès 1790 les Clubs jacobins proposent des listes de candidats aux fonctions publiques ; la Convention s'y refuse par crainte des luttes de factions, le Directoire, le Consulat et l'Empire l'autorisent avec des nuances, mais l'absence de candidatures déclarées à l'avance, de campagne électorale et de partis constitués restreint le débat dans le pays (M. Edelstein). De plus il y a eu la pratique du référendum, cependant l'exemple du département de la Dyle, territoire récemment annexé il est vrai, montre la faiblesse de la participation au vote ainsi que la fraude administrative (J. Logie). D'ailleurs l'opposition au régime ne disparaît ni avec Brumaire, ni avec l'Empire, et la conspiration du général Malet, bien qu'ayant à sa tête un homme peu crédible, s'appuie sur quelques personnalités républicaines réunies par l'ancien ministre de la Guerre de 1792, Servan, et Malet a été en contact au moins sous le Directoire, avec des réseaux clandestins de gauche (B. Gainot). Néanmoins nombre de jacobins se sont ralliés à Bonaparte, tel Jourdan, membre du Conseil des Cinq-Cents, nommé après une brève éclipse ambassadeur en 1800, refusé pour le Sénat mais promu maréchal en 1804 bien que confiné dans des charges secondaires, pair de France sous Louis XVIII (J. Bourguet-Rouveyre). Homme de Brumaire, lui, Sieyès, retiré de la vie politique active, poursuit sous l'Empire une réflexion philosophique et précise sa conception de la liberté qui le sépare des Idéologues (A. Tyrsenko). Très proche collaborateur de Napoléon, au contraire, Cambacérès apparaît dans ses *Mémoires*, rédigés partiellement en exil (1816-1818), comme un fidèle à la fois par intérêt afin de conserver sa vaste fortune et par conviction, l'Empire lui semblant l'instrument essentiel de maintien des acquis de la Révolution (I. Woloch). Quel ordre international doit sortir des guerres de 1792-1801 ? Selon von Gentz la paix perpétuelle est impossible et comptera avant tout la puissance des grands États redessinés par les bouleversements récents (M. Belissa). Au premier chef parmi ces nations, est la France. Elle pèse fortement d'abord sur les territoires qu'elle a annexés : dans les départements rhénans l'autorité nouvelle respecte la langue locale, mais dès 1798 les actes administratifs doivent être rédigés en français, mesure étendue en 1804 à l'état-civil, ce qui provoque d'incessantes difficultés (W. Stern). Ensuite la tutelle française sur les républiques-soeurs est également très lourde. Alors que la question de l'unité nationale paraît capitale à de nombreux patriotes italiens, ceux-ci de 1796 au Consulat vont de déception en déception, le Directoire créant à côté de la Cisalpine d'autres États dans la péninsule et Bonaparte imposant à l'Italie du Nord un régime conservateur (A. de Francesco). La censure et le refus du Premier consul en 1803 de proclamer la République italienne conduisent les écrivains comme Foscolo à dissimuler leur pensée, ou, comme Cuoco, à se rallier (C. Del Vento). En Suisse, le Premier consul ne voulant pas d'un gouvernement helvétique fort, est réunie à Paris une consulte des députés de tout le pays (1803) qui, reprenant une pratique d'Ancien Régime, institue un « médiateur » entre les partis suisses au profit de Bonaparte (A.-J. Czouz-Tornare). Malgré tout, dans les travaux d'histoire du XIX^e siècle, à partir des années 1830, se développe une tendance pour

certain auteurs soit à glorifier l'empereur, soit à le décrier, toujours afin de discréditer son neveu ; après 1870 Napoléon bénéficie de l'atmosphère de la revanche et c'est avec G. Lefebvre que se manifeste le souci de replacer le personnage dans son contexte (A. Jourdan). E. Quinet, lui, ne cède pas à l'apologétique et explique la réussite de Brumaire par le désir du peuple de retour à la servitude à laquelle dix siècles de monarchie l'avaient habitué, ce qui dévalorise le héros (P. Serna).

- 5 On voit donc l'unité et la diversité de ce recueil qui correspondent bien à la richesse des apports de J.-P. Bertaud à la recherche historique.